

02 mars, 1935

Jugements sur la Syrie et le Liban

I

L'article de M. Paul Bastid

L'article de M. Paul Bastid, paru dans le *Capital* et que nous avons reproduit avant-hier frappe au premier abord par son impartialité et sa mesure. Cette impression se maintient jusqu'au bout et s'impose. Nous devons des remerciements à M. Bastid pour son attitude. Nous espérons qu'on lui en saura gré du côté français et qu'on l'appréciera autant que nous.

Le président de la Commission des Affaires étrangères à la Chambre française était venu au Liban, l'on s'en souvient, lors de l'inauguration du Pipe-Line ; il y a donc un mois et demi. A son départ, la grève de Zahlé n'avait pas encore éclaté : c'est dire que la tension des esprits ne pouvait lui apparaître aussi aiguë qu'aujourd'hui, ni les difficultés du gouvernement aussi évidentes.

M. Bastid a sans doute perçu les premiers signes d'une agitation qui ne devait éclater que quelques semaines après son passage dans les pays sous Mandat. On lui en aura indiqué les causes. Mais de cette agitation, il aura seulement relevé le caractère confus et indécis. Il aura cru qu'elle constituait le fond permanent de notre décor politique ; qu'elle faisait partie de notre politique elle-même. Et c'est ce qui lui aura permis d'écrire très naturellement :

« Ainsi qu'il est ordinaire, j'y ai recueilli des témoignages contradictoires, dont les uns affirmaient que tout allait très bien et les autres que tout allait très mal. La masse de ces témoignages m'a laissé rêveur, car il est tout de même un peu anormal que les opinions discordantes éprouvent le besoin de s'exprimer avec autant de passion. On ne peut s'empêcher d'en conclure à une certaine fermentation des esprits. Le Syrien s'intéresse d'ailleurs passionnément à la politique. » (1)

Nous ne partageons pas cette dernière idée. Nous nous sommes plaints nous-même, à plusieurs reprises, de l'indifférence des masses. Et si l'agitation et le trouble des esprits ont tellement frappé M. Bastid, c'est que le pays traversait une crise politique dont il faut faire la part. Cette crise politique que nous traversons, - et dont nous ne sommes pas sortis - elle est incontestable. Mais elle ne durera pas plus longtemps qu'une crise. M. Bastid l'a-t-il assez senti?

Il y a un mois et demi, on parlait déjà du Monopole. Et voici ce qu'en dit le et brillant parlementaire :

« Tout me donnait à croire qu'il existait contre ces projets une sorte de révolte de l'opinion. Puis, les jours suivants, j'ai été accablé de pétitions et de télégrammes qui réclamaient l'organisation du monopole avec une égale énergie. Sans doute ces pétitions et ces télégrammes émanaient en grande partie de l'Etat de Syrie où les intérêts économiques sont différents ; mais un grand nombre venait du Liban lui-

même. La vérité semble être qu'en Syrie la majorité est pour le monopole et qu'au Liban elle est contre. Mais cette cacophonie de revendications disparates rend perplexe ».

La vérité aujourd'hui est autre. Nous ne pensons pas qu'il parte encore, du Liban, bien des télégrammes de sympathie pour l'établissement du Monopole. Quant à la Syrie, si elle semblait effectivement, lors de la visite de M. Bastid, l'accepter avec faveur, elle a nettement changé (2). Depuis, elle a envoyé des télégrammes de concert avec S.B. le Patriarche, elle a protesté par des grèves et l'opinion à la fois de la population et des hommes politiques syriens se rallier complètement à l'opinion libanaise.

Ces deux critiques que nous opposons à l'article de M. Bastid ont été, la seconde surtout, apportées par les événements. Mais elles ne sont pas accessoires.

Car le traitement diffère, à apporter à son pays dont on croit que l'agitation constitue la norme et à un pays calme ; à une nation sans cesse divisée sur ce qui lui convient et à une nation unie dans ses projets.

On nous dit que M. Bastid reviendrait au printemps prochain. Espérons-le : il pourra mieux vérifier par lui-même ses premières impressions.

Pour le reste de son article, nous approuvons d'autant plus pleinement ses remarques et ses suggestions qu'elles étaient déjà, depuis longtemps, les nôtres.

Nous pensons comme lui que « *la politique française a manqué en Syrie de continuité* » et que ce manque de continuité n'a précisément pas servi le prestige de la France ; qu'on pourrait peut-être reprocher à la France « *de faire de la colonisation sous couleur de Mandat* » et à certains Français leur manque de tact : que la France dispose en Syrie et au Liban d'un « *Capital de sympathie considérable* » auquel elle doit sans cesse veiller ; qu'il importe que la France donne une solution à un malaise « *qui ne semble nullement inguérissable* ».

Rendons enfin cet hommage à M. Bastid qu'il est allé beaucoup plus loin que nous en insistant sur la nécessité pour la France de renouveler certains de ses cadres administratifs « *que guette l'immobilité* » et de prendre garde à la comparaison qui s'impose dans l'esprit des Syriens et des Libanais avec le Mandat tel que l'applique la Grande- Bretagne.

Quel Syrien et quel Libanais ne lui sera-t-il pas reconnaissant d'avoir exprimé là deux vérités qu'on préfère voir sortir de la bouche d'un Français ?

- 1- M. Bastid, ainsi que tous les étrangers, on le sait, écrit Syrien aussi bien pour le Syrien proprement dit que pour le Libanais.
- 2- Voir à cet égard l'édifiant Entretien avec un Nationaliste, le Jour, 23 Février, 1935